



Le Collectif communiste Poxlex a le plaisir de vous inviter à une

## **RENCONTRE-DÉBAT**

sous la présidence d'André GERIN, député du Rhône

animée par Aline PAILLER, journaliste

**Mardi 24 Janvier 2012 de 18h à 20h30**

**Assemblée Nationale Salle 6403**

**126 Rue de l'Université 75007 Paris**

**(métro Invalides ou Assemblée Nationale)**

**OÙ VA LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA FRANCE?**

**OÙ VA LA FRANCE ?**

Avec la participation de:

- Francis ARZALIER, historien, porte-parole du Collectif Poxlex
- Niels ANDERSSON, coprésident de l'Association pour la défense du droit international humanitaire, France(ADIF)
- Jean-Jacques CANDELIER, député du Nord
- Rémy HERRERA, chercheur au CNRS
- Adeline PROUTEAU, membre du bureau de Droit-Solidarité

Initiative soutenue par les organisations: ACCA, ADIF, AFASPA, ARAC, Droit-Solidarité

Il est impératif de s'inscrire : [collectifcommunistepoxlex@hotmail.fr](mailto:collectifcommunistepoxlex@hotmail.fr), avant le 15 janvier 2012,

ou auprès de Jean-Louis Glory, 7 Allée des Jonquilles 78260 Achères.

Attention ! Accueil des participants à 17h30, pièce d'identité exigée

# Pourquoi cette rencontre ?

La campagne électorale pour les présidentielles est engagée. Paradoxalement, tous les candidats évitent les sujets de politique extérieure alors que le futur Président en sera le maître d'œuvre exclusif.

Les questions, pourtant, sont nombreuses :

1. Sur cette conception monarchique qui fait des relations internationales et de la guerre le « domaine réservé » du Président.
2. Sur la stratégie atlantiste du Président Sarkozy, la réintégration dans cette machine de guerre qu'est l'OTAN, jusqu'à faire de la France son fer de lance. En quelques mois, l'armée française a imposé des gouvernements fidèles aux intérêts occidentaux, en Côte d'Ivoire, en Libye, au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et sous des prétextes humanitaires d'autant plus fallacieux que les protégés de la France se sont rendus coupables de crimes de guerre avérés.
3. Sur les interventions extérieures envisagées en Syrie au risque d'un conflit généralisé au Moyen-Orient, voire mondial.
4. Sur le rôle de la France dans l'Union européenne pour rassurer les marchés financiers en imposant l'austérité aux peuples
5. Quand le Parlement et l'opinion vont-ils enfin être informés sur le choix du gouvernement français concernant la politique étrangère, de sécurité et de défense, sur ses véritables raisons, économiques ou géopolitiques, sur le coût des interventions françaises alors qu'on nous prêche l'austérité supposée nécessaire?
6. Combien faudra-t-il de morts près de Kaboul ou au Sahara avant que la France ne se dégage d'opérations militaires sans issue et injustifiées en Afghanistan, en Afrique, et qu'elle ne ferme ses bases militaires extérieures (Djibouti, Abou-Dhabi) ?

Un relevé de questions qui n'est nullement exhaustif...